

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Rudebeck, Lars. *Problèmes de pouvoir populaire et de développement : Transition difficile en Guinée-Brissau*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, Research Report no 63, 1982, 77 p.

par Fidèle Pierre Nze-Nguema

*Études internationales*, vol. 15, n° 2, 1984, p. 431-433.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701673ar>

DOI: 10.7202/701673ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

budsman africain qu'il appelle le « palabreur ». C'est une sorte de transposition contemporaine du ou des sages qui, autrefois, réglèrent les conflits. Mais, avec le développement des services administratifs, il est à craindre qu'on ne tombe effectivement dans la palabre stérile et l'inefficacité; car quelle sera la vraie autorité du palabreur, quels seront ses pouvoirs?

En conclusion, force est bien d'admettre que l'État africain moderne ne peut être comparé aux États occidentaux qui, eux, ont des siècles derrière eux. Ce n'est pas que l'Afrique soit inférieure, c'est qu'il lui faut du temps, comme il en a fallu à d'autres pays. Le terme « ensemble », d'ailleurs utilisé pour des populations maures, serait, à l'heure actuelle, plus exact que celui d'État.

Peut-être aurait-on pu bâtir, au lieu d'États artificiels, des ensembles, moins ambitieux certes, mais reposant sur des éléments de base, progressivement et précautionneusement intégrés. Il est regrettable que M. Pambou Tchicounda n'ait pas été plus innovateur; son livre n'est pas inintéressant, mais n'ouvre pas les perspectives que l'on était en droit d'en attendre.

M.J. PONCELET

*Faculté d'administration  
Université d'Ottawa*

RUDEBECK, Lars. *Problèmes de pouvoir populaire et de développement: Transition difficile en Guinée-Bissau*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, Research Report no. 63, 1982, 77 p.

Les aléas d'une redéfinition stratégique du globe en zones d'influence des métropoles occidentales auront engendré force bouleversements structurels en Afrique. La période contemporaine est alors marquée par l'un des phénomènes les plus traumatisants de l'histoire des populations de ce continent: la domination coloniale. En réponse à ce nouveau rapport de force, se développent dans nombre de colonies, des luttes de libération en vue de résoudre les contradictions devenues autre-

ment insurmontables dans la relation à l'autorité colonisatrice. Ces territoires qui ont acquis leur indépendance par les armes constituent la toile de fond de l'ouvrage de Lars Rudebeck, dont la Guinée Bissau sert de référent empirique.

L'auteur interroge la philosophie sociale au fondement de la lutte menée par le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert) de feu Amilcar Cabral. Au-delà de leur adhésion à la voie « socialiste » du développement les dirigeants du parti affirment la nécessité d'une autonomie d'action dans la manière de « moderniser » le pays et le droit des populations à participer à la gestion de la chose publique. A. Cabral déclare en substance en 1972:

Le fonctionnement (des nouvelles institutions) ... exige une plus ample participation du peuple, à travers ses représentants, non seulement dans l'étude et la solution des problèmes du pays et de la lutte, mais aussi dans le contrôle effectif des activités du Parti qui le dirige. (p. 51).

D'entrée de jeu, l'attention du lecteur se bute cependant à l'ambiguïté de ce projet de transition au socialisme. Ambiguïté! que dis-je, clivage insurmontable que celui que marquent deux moments (1976-1981) de cette redéfinition de la personnalité collective guinéenne. En 1976, les populations assument la conscience d'être la « Totalité »:

ici nous n'avons pas d'État... c'est nous qui sommes l'État... qui sommes le comité de base. » (Introduction).

En 1981, les populations rejettent l'État qualifié désormais comme fasciste (*sic*) suite à l'ordre et à la politique mis en application par ses commis. Point de focalisation, cette « soudaine » absence de réciprocité dans les perspectives de modelisation de la nouvelle société entre les couches populaires et les gestionnaires de l'État ne manque pas de faire problème. C'est le fil d'ariane à partir duquel Rudebeck tisse les mailles de son questionnement de la problématique du développement privilégié ici jusqu'en 1980. L'interrogation se déploie et s'articule à la structure sociale du pouvoir et

au recrutement des cadres et dirigeants (p. 8). Cet effort d'une saisie compréhensive des nouvelles structures sociales de la Guinée par le biais des orientations politiques et économiques des responsables du Parti-État se veut d'autre part un éclairage global sur l'impact du socialisme en Afrique (*ibid.*).

La pratique politique et économique du socialisme apparaît ainsi en Afrique, à partir de l'exemple des dirigeants de l'État PAIGC, comme de plus en plus influencée par ses nouvelles bases socio-économiques, alors que l'idéologie officielle reste inchangée au niveau théorique. Envisagé sous l'angle de la fonction de la production économique privilégiée par l'auteur, cet écart est révélateur *mutatis mutandis* de la préséance de la fonction et de la signification politique de la classe dirigeante sur les couches populaires. D'autre part, ce « dégrèvement » du soutien et de la participation actifs du peuple à l'édification de la nouvelle société a pour symétrie contraire une intégration de plus en plus poussée des structures étatiques et politiques, et le recours de plus en plus ouvert à l'appui de l'armée (la moitié des membres du Bureau politique sont des militaires) et à l'aide des puissances extérieures. Ce sont des « indices d'une dépendance se traduisant par la consolidation de l'emprise structurelle d'intérêts ethniques et de groupes (p. 18) sur l'intérêt général. Il semble que l'on assiste à la reproduction des conditions antérieures qui avaient donné lieu à une morphologie bicéphale de l'espace social, mettant aux prises deux classes globalement antagoniques : les colons (riches) et les colonisés (pauvres).

Une interprétation attentive des politiques sociales et économiques confirme de façon concrète cette tendance du « caractère de classe de l'État PAIGC de ce temps » (p. 15). Ainsi 34 % des dépenses d'importation sont couvertes en 1977 par les recettes des exportations contre le ¼ en 1978 et le ½ en 1979. Le revenu réel en 1978 ne couvre que le ½ de toutes les dépenses courantes et les investissements de l'État, les ⅓ des finances de l'État sont alors sujettes aux aléas de l'aide internationale et près du cinquième est financé par l'inflation interne. D'autre part, la Guinée

autosuffisante en 1953 produisait 100 000 tonnes de riz non décortiqué, contre 54 000 tonnes de riz blanc en 1980. Cette situation est préoccupante au point de provoquer une émigration paysanne massive vers le Sénégal à la fin des années soixante dix (p. 18). S'il est vrai que la sécheresse de la seconde moitié des années soixante n'a pas peu contribué à la perturbation de la production agricole, il est tout aussi vrai, soutient l'auteur, que l'enveloppe budgétaire de 5 à 6 % réservée à l'agriculture pendant les dernières années de 1970 n'est pas en adéquation avec les options socialistes et populaires réaffirmées en 1977. Et le coup d'État de 1980 qui consacre un conflit de pouvoir entre deux tendances : technocrate (celle du Président Luiz Cabral) et celle « rurale », « populiste », guerillero, guinéenne du Premier ministre Nino Vieira (actuel Président) ne semble guère faire plus de place aux populations des campagnes.

L'auteur se garde bien à la fin de sa réflexion, de proposer des recettes miracles, il ne préjuge pas davantage des résultats du processus politique déclenché par le coup d'État de 1980. Son jugement reste tout aussi prudent sur l'application concrète du plan quadriennal 1983-1986 de développement économique et social en cours d'élaboration. Cette prudence fort louable ne met pas à l'abri de doutes tout aussi louables. Et comme nombre d'observateurs, Rudebeck pose des questions aux dirigeants de l'État-PAIGC. N'y a-t-il pas une certaine contradiction dans le fait de lutter contre la résurgence des phénomènes ethniques, racistes, contre le dépérissement des campagnes, l'exode rural, lors même que leurs pratiques contribuent à renforcer l'emprise de ces phénomènes dans le corps social ? (p. 65). Comment peut-on surmonter la contradiction ethnique/État sans une organisation politique de la société et un État qui respectent la diversité dans l'unité ? Enfin la prépondérance affirmée d'un pouvoir populaire n'est-elle pas à l'opposé de la garantie constitutionnelle du pouvoir suprême dont jouissent les détenteurs du pouvoir de l'État-PAIGC ? (p. 65).

L'urgence de ces questions s'impose au moment où la révolution guinéenne connaît

des réaménagements internes issus du coup d'État d'avril 1980. Si pertinentes soient-elles, ces interrogations ne sacrifient-elles pas peu ou prou le fondamental pour le partiel, en omettant le problème nodal du politique: la domination? La logique du politique serait à géométrie variable, vue sous l'angle de son application différentielle à travers le temps et l'espace. Mais l'idéo-logique, logique implicite des divers ordres de représentations ne permet-elle pas d'identifier la repression, comme dénominateur commun au fonctionnement des systèmes? La politique avec ou sans État, avec ou sans socialisme, ne puise-t-elle pas au terreau de la domination, de la même façon que l'existence d'une société ne peut se concevoir sans pouvoir, pas plus que celui-ci ne peut s'articuler sans idéologie? Loin que ce constat fût démobilisateur de la dynamique de changement dont le socialisme peut être porteur en Afrique comme ailleurs, il devrait bien au contraire ramener les révolutions du « mythe » à la « réalité », rompre avec les amarres d'un certain idéalisme de gauche: celui du paradis perdu-à-retrouver, de l'abolition des conflits et de la fin de l'histoire. Assumer cette donnée première de la domination comme substrat du politique, n'est-ce pas d'une certaine manière être plus à même de lutter pour une participation active aux prises de décision et pour une amélioration des moyens éducatifs et institutionnels qui rendraient le moins illusoire possible cette participation?

Fidèle Pierre NZE-NGUEMA

*Département de sociologie  
Université Laval*

## AMÉRIQUE LATINE

FERRIS, E.G. et LINCOLN, J.K., eds., *Latin American Foreign Policies, Global and Regional Dimensions*, Boulder, Col., Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1981, 318 pages.

Historiquement, les auteurs intéressés par le phénomène de la politique étrangère en Amérique latine avaient l'habitude d'aborder le sujet dans le cadre plus vaste de l'étude traditionnelle du système inter-américain. Les travaux de Gordon Connel-Smith sont sans doute les plus représentatifs de ce type d'approche.

Par la suite, mais sans qu'il s'agisse là d'un courant majoritaire, certains auteurs latino-américains en sont venus à étudier la politique étrangère de leurs pays à travers l'éclairage fourni par le paradigme de la dépendance. Certains travaux du Sunkel, Furtado, Galeano et autres rendent compte de cette façon d'aborder le sujet.

Et puis, à partir des années 1970, certains ont commencé à aborder le phénomène à travers une analyse plus générale des relations internationales en Amérique latine et des relations entre le sous-système latino-américain et le système international. Un exemple achevé de ce type d'approche est le livre qu'a publié Pope Atkins en 1977.

C'est donc dire que sur le plan de l'analyse proprement dite de la politique étrangère, la littérature est quasi inexistante sauf pour de rares exceptions telles le livre de Davis et Wilson qui commence néanmoins à dater, puisque publié en 1975. C'est dire aussi jusqu'à quel point l'ouvrage de Ferris et Lincoln arrive à point pour qui s'intéresse à cet aspect des études latino-américaines. Un phénomène de plus en plus original et complexe et qui mérite qu'on lui consacre une attention exclusive et soutenue.

Le livre de Ferris et Lincoln, auquel ont participé principalement des universitaires étatsuniens, vise en quelque sorte quatre ob-